



GÉRARD ARAUD

HENRY
KISSINGER

Le diplomate
du siècle

Tallandier

Henry Kissinger

DU MÊME AUTEUR

Passeport diplomatique, quarante ans au Quai d'Orsay, Paris,
Grasset, 2019.

Gérard Araud

Henry Kissinger

Le diplomate du siècle

TALLANDIER

© Éditions Tallandier, 2021
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com

ISBN : 979-10-210-4733-4

« Comme si c'était une loi naturelle,
à chaque siècle, apparaît un pays avec la puissance,
la volonté et le dynamisme intellectuel et moral
pour donner à l'ensemble du système international
une forme conforme à ses propres valeurs. »

Henry Kissinger (*Diplomatie*).

Avant-propos

Lorsque j'ai été nommé, en 2009, Représentant permanent de la France auprès des Nations unies à New York, une de mes premières démarches fut de solliciter un rendez-vous auprès de Henry Kissinger. Il m'invita à un petit déjeuner chez lui pour une entrevue qui devait ensuite se renouveler régulièrement dans son appartement, au restaurant ou dans son club.

On savait tout de suite qu'on entrait chez une personne très âgée. La décoration datait de plusieurs décennies, le maître d'hôtel chuchotait et le chien se traînait piteusement d'un coussin à l'autre. Les bibelots semblaient figés dans l'éternité. Le silence était étouffant. Un intérieur poussiéreux sans poussière.

Appuyé lourdement sur sa canne, Henry Kissinger m'invita à m'asseoir. J'étais comme le fan d'un chanteur de rock qui rencontre enfin la vedette. De sa voix lente au fort accent allemand, mon interlocuteur lança la conversation sur l'histoire des relations internationales et la politique étrangère. Il écoutait mes remarques et mes objections et y répondait avec clarté et subtilité. Il me dit l'estime qu'il portait à la diplomatie française.

Il fit état de ses contacts avec notre pays, de Gaulle naturellement, Giscard, Jobert, Mitterrand et son ami personnel, l'ambassadeur François de Rose, que j'avais moi-même rencontré, à plusieurs reprises, presque centenaire. Les anecdotes qui devaient un peu se répéter au fil des entretiens fusaient ; les jugements aussi. Je lui parlais des articles d'histoire diplomatique que je publiais alors dans la revue *Commentaire* ; il me demanda de les lui envoyer puisqu'il lisait notre langue. Il ne manqua jamais d'y réagir par un mot manuscrit qui était, avouons-le, quasiment illisible. Mon interlocuteur était presque nonagénaire, sa parole, parfois hésitante mais il parvenait à dégager l'essentiel de l'accessoire dans toute situation. En quelques phrases, il résumait et éclairait une problématique. En bon Français, je me disais à chaque fois : « Quelle belle intelligence. »

Ce livre est une tentative de poursuivre ce dialogue au bénéfice des Français qui, pour la plupart, ignorent tout ou presque du personnage.

Cet ouvrage n'est pas une biographie au sens traditionnel du mot. Je ne suis ni un historien ni un journaliste ; je m'appuierai d'ailleurs sur les travaux des historiens et des journalistes qui m'ont précédé. J'ai été diplomate au service de la France pendant près de quarante années jusqu'à prendre ma retraite comme ambassadeur de France à Washington. Pendant cette longue période, les relations internationales ont été l'objet de mes activités professionnelles mais aussi de mes réflexions personnelles. C'est donc sur la base de cette expérience que j'analyserai la carrière de Henry

AVANT-PROPOS

Kissinger avec l'arrière-pensée d'essayer de dissiper les malentendus qui souvent opposent l'opinion publique et mes semblables.

Un penseur des relations internationales

Dans mon itinéraire intellectuel, j'ai souvent rencontré Henry Kissinger et les négociations qu'il avait menées, dont il fait le récit dans ses mémoires publiés au moment même où j'entrais dans la « Carrière » ou dans les livres qu'il a rédigés avant et après son passage à la Maison-Blanche et au département d'État. Il me fournissait ainsi le modèle de ce que j'aurais aimé être : un praticien qui réfléchit au sens de son action et tente de dépasser le flot quotidien des informations pour deviner les constantes derrière le foisonnement apparemment chaotique des mots et des faits. Peut-être à cause de ma formation scientifique, je refusais le relativisme qui explique tout conflit par des spécificités locales irréductibles à des explications générales et je me méfiais des émotions qui rendent impossible toute analyse objective d'une situation. Je recherchais la structure qui, j'étais convaincu, devait se cacher derrière toute conjoncture. Dans toute crise, dans tout conflit, j'essayais de remonter du particulier au général pour dégager les lois qui régissent les relations internationales.

Le hasard avait voulu que ma carrière commençât dans les années 1980 au Moyen-Orient et j'y trouvais le champ idéal de mes réflexions. En effet, une rhéto-

rique omniprésente de l'unanimité et de la solidarité des États de la région au nom de l'arabisme face à Israël paraissait faire de l'ordre régional un face-à-face intangible entre un monde arabe mobilisé autour de l'ardente obligation de libération de la Palestine et l'État juif. C'était, en tout cas, ce que paraissait croire le quai d'Orsay. Or, selon moi, la réalité était tout autre. Le Moyen-Orient offrait le spectacle quasiment permanent des retournements d'alliances entre des États dont, à l'évidence, Israël n'était pas la principale préoccupation. Ce n'était ni hypocrisie ni inconstance mais la recherche par les États d'un équilibre régional comme garantie de leur sécurité dans un contexte de frontières souvent récentes et d'existences nationales incertaines. Les sommets pouvaient se succéder pour appeler à la lutte contre Israël mais, dans les faits, ces incantations dissimulaient mal un monde de fer où des pays n'avaient qu'une obsession : leur sécurité face à leurs voisins, tout aussi arabes qu'eux. Depuis quinze siècles, Le Caire, Damas et Bagdad se disputaient la prééminence régionale ; ils continuaient à le faire, qu'Israël existât ou pas. C'était là la réalité qu'il fallait prendre en compte et non des discours qui dissimulaient plus qu'ils ne révélaient. La recherche d'un équilibre des puissances au Moyen-Orient comme garantie de la paix était infiniment plus importante qu'une hypothétique solidarité avec des organisations palestiniennes que chaque État arabe essayait d'ailleurs de contrôler pour ses propres objectifs nationaux. « L'ennemi de mon ennemi est mon ami » semblait résumer la politique étrangère dans cette

partie du monde. C'en était presque mathématique. Le jeune diplomate que j'étais ne comprenait pas que ses propres autorités semblent prendre au mot les intentions des acteurs de la région au lieu de tenir compte de leurs actes qui les contredisaient et confèrent donc à la question palestinienne une centralité que ceux-ci démentaient. Le rapprochement récent entre Israël et les monarchies du Golfe a d'ailleurs confirmé mes analyses. Oublié l'arabisme, oubliée la Palestine, oublié l'Islam, il reste une réalité beaucoup plus puissante que l'idéologie ou que la religion : la peur, en l'occurrence la peur de l'Iran.

Comme de Gaulle, j'allais donc « vers un Orient compliqué avec des idées simples » et rien ensuite ne vint contredire cette conviction que je retrouvais ailleurs lorsque je fus amené à traiter d'autres sujets et d'autres régions. C'était partout la même obsession de la sécurité et la même recherche de la puissance pour l'assurer. Le monde en devenait sombre mais prévisible. Or, je trouvais dans les ouvrages de Kissinger, en particulier dans *Diplomatie*, la confirmation historique et intellectuelle de mes intuitions acquises « sur le terrain ».

Un homme qui suscite les passions

Mais je portais un autre intérêt à Henry Kissinger, lié à sa pratique du pouvoir. Je ne suis pas sûr que la majorité de mes compatriotes sachent que Henry Kissinger

est encore en vie, avec ses 98 ans¹. En revanche, tous mes amis américains non seulement connaissent l'homme mais nourrissent à son égard des sentiments souvent passionnés pour voir en lui un criminel de guerre, un « capitulard » face au communisme ou un génie mais un brin maléfique ; en tout cas un étranger aux valeurs américaines qui suscite autant l'admiration que la méfiance. Des « procès » ont été conduits par des militants d'extrême gauche pour le condamner et des livres ont été écrits pour le rendre responsable de massacres et de coups d'État, voire de génocide, tandis qu'études et biographies continuent régulièrement d'être publiées à son sujet. Un livre résume l'opprobre qui s'attache, dans certains milieux, au nom de Henry Kissinger : *The Trial of Henry Kissinger* (« Le Procès de Henry Kissinger »), publié en 2001 par l'essayiste Christopher Hitchens qui conclut que l'ancien secrétaire d'État mérite d'être poursuivi pour « crimes de guerre, crimes contre l'humanité et atteintes au droit international coutumier et écrit, y compris pour complot visant à assassiner, kidnapper et torturer ».

Il était une époque où il ne pouvait assister à une cérémonie sans être pris à partie. Nul n'a d'ailleurs jamais imaginé l'inviter à prononcer un discours de fin d'année dans une université : c'était risquer l'émeute.

Oui, Kissinger s'est « sali les mains » mais je me rappelle une remarque d'un de mes chefs de service, au quai d'Orsay, au début de ma carrière, qui avait répondu à

1. Au moment où nous mettons sous presse (Nde).

une objection que je lui faisais que « la seule manière de ne pas se salir les mains était de ne pas en avoir ». L'exercice de tout pouvoir conduit à faire des choix douloureux – il s'agit parfois de choisir un mal dont on pense qu'il permet d'éviter le pire. La politique, c'est le plus souvent la recherche du moindre mal. Pour citer Goethe : « Celui qui agit est toujours injuste ; seul celui qui observe est juste. »

Cette formule assez banale sur la nécessité de se salir les mains pour agir m'avait donc suivi et je l'ai peut-être utilisée moi-même au cours de ma carrière. J'avais pu en vérifier la justesse mais aussi en sentir les ambiguïtés. Jusqu'où le « jeu en vaut-il la chandelle » ? À partir de quel moment les compromis deviennent-ils inacceptables ? Il n'y a évidemment pas de réponse toute faite à cette question. Chaque situation répond à sa propre logique. Chaque être humain qui assume des responsabilités doit mettre en balance les impératifs de sa morale et les contraintes de la réalité et effectuer son choix. Le parcours de Henry Kissinger me paraît une bonne manière de revenir sur cette question dont il offre, en bien comme en mal, des exemples presque extrêmes.

Ce sera donc un grand diplomate dans ses œuvres, avec ses ombres et ses lumières que reflètent l'admiration mais aussi les controverses qui l'entourent. L'une et les autres me paraissent justifier de présenter Henry Kissinger dans toute sa complexité aux Français, d'abord parce que c'est un fils de l'Europe et qu'il l'est resté, en héritier d'une histoire tragique qui est la nôtre, ensuite parce qu'il a joué un rôle central dans l'histoire

du monde à un moment particulier qu'on commence à oublier – la fin de la guerre du Vietnam, l'ouverture vers la Chine, la Détente et la guerre du Kippour – et enfin parce qu'il incarne de manière exemplaire les dilemmes du diplomate souvent obligé de prendre des décisions ou d'accepter des situations dont il sait qu'elles scandalisent les consciences de beaucoup et ne satisfont pas la sienne.

La carrière de Kissinger introduit également dans l'équation l'incertitude de la personnalité humaine, de ses erreurs et de ses faiblesses. La diplomatie comme la politique, ce sont les êtres humains qui la font. Or, notre temps aime juger, condamner ou absoudre à partir d'un point de vue absolutiste qui refuse de prendre en compte la faillibilité et les faiblesses de l'homme. Par ailleurs, dans nos sociétés démocratiques, où les aspérités doivent disparaître et les bons sentiments l'emporter, on fait mine de croire que nos grands hommes étaient des chefs charmants, des collègues loyaux et des adversaires généreux. On les noie dans de l'eau de rose. À cette aune, Kissinger, avec ses multiples défauts, fait pâle figure.

L'Histoire n'a pas encore émis son jugement sur Henry Kissinger mais, dès à présent, il est possible de conclure que ce ne sera pas œuvre facile. Peut-être faudra-t-il attendre une époque où tout ne se résume pas au noir et au blanc. Il faut dire qu'il n'a pas de chance, lui qui a atteint la célébrité à une époque et dans un pays où rien ne reste caché. On n'ignore donc aucun de ces défauts, de ces ridicules et de ces petitesse dont aucun être humain n'est exempt. Les biographes s'étant tôt pré-

cipités sur lui, ils ont pu réunir tous les témoignages de la rancœur qu'avait accumulée, autour de lui, la jalousie. « Nul n'est grand devant son valet de chambre », aurait dit Napoléon. Acceptons donc les innombrables anecdotes hostiles à Henry Kissinger. Demandons-nous si tout autant ne pourraient être réunies autour d'autres, qui ont échappé au microscope sous lequel lui a été disséqué. Laissons le jugement final à Dieu ou à l'avenir. Et d'ailleurs, pourquoi même juger ?

Une influence durable

Henry Kissinger n'a rempli aucune fonction officielle depuis 1977, en dehors de commissions qu'il a dirigées et de rapports dont on lui a confié la rédaction dans son pays parce qu'il fallait montrer qu'on le consultait sans lui donner un pouvoir qu'on lui avait retiré des mains et qu'on ne voulait, à aucun prix, lui rendre, à gauche comme à droite.

Pendant ces quarante années, tout en jouant le rôle de la Pythie auprès des grands de ce monde et en essayant d'exercer une influence sur tous les présidents américains, Henry Kissinger s'est enrichi en conseillant les grandes entreprises du monde et en leur ouvrant des portes. Il a aussi publié des livres qui ont tous été des succès internationaux.

Henry Kissinger a donc la particularité d'avoir été, à la fois, absent et présent dans les débats de politique étrangère américaine au cours des dernières décennies.

Absent dans les faits puisqu'il n'y a rempli aucun rôle actif mais présent néanmoins à de multiples titres. Présent d'abord par ses interventions et ses articles à chaque tournant de la vie internationale, qui ne passaient jamais inaperçus et suscitaient inévitablement des réactions hostiles ou favorables et obligeaient parfois même le secrétaire d'État ou le conseiller à la Sécurité nationale à y répondre ; présent surtout comme modèle ou comme contre-modèle de ce que doit être la politique étrangère américaine. Implicitement ou pas, tout décideur dans ce domaine doit se positionner par rapport à ce qu'on suppose que Kissinger ferait – ou éviterait de faire.

Un désaccord de fond

Les États-Unis ont toujours été mal à l'aise avec le maniement de la puissance ou plutôt avec la justification de celui-ci, qu'en donne Kissinger. Ce qui choque les Américains, c'est qu'il n'essaie pas de l'envelopper de la rhétorique pieuse qu'ils affectionnent mais qu'il l'explique par la nécessité d'établir un équilibre des puissances comme garantie de la paix. Les Américains ne veulent pas de ce langage froid ; ils ont besoin de croire en la mission de leur pays et que l'Histoire est une lutte entre le Bien et le Mal ; ils ont besoin d'identifier morale personnelle et raison d'État. Les Européens crient à l'hypocrisie lorsqu'ils voient les États-Unis défendre âprement leurs intérêts les plus

matériels tout en prétendant répandre les valeurs de la liberté et de la démocratie mais cette réaction ne rend pas justice à un pays qui croit sincèrement au langage qu'il tient et qui ne veut pas en voir les contradictions. Après tout, c'est Woodrow Wilson lui-même qui osa déclarer : « Les États-Unis sont la seule nation idéaliste au monde. »

La raison en est profonde : les États-Unis ne sont pas une entité fondée sur la géographie ou l'ethnie mais sur la volonté de vagues d'immigrants qui ont fui l'oppression et la pauvreté pour construire un monde meilleur, une Jérusalem terrestre intrinsèquement différente des pays qu'ils quittaient. En ce sens, les États-Unis sont une construction purement idéologique qui unit des centaines de millions d'êtres humains venus d'horizons, de religions, de passés et de cultures les plus divers. La matrice originelle du pays fut le calvinisme des pères fondateurs qui a imprégné la culture nationale, même lorsqu'il a accueilli Juifs et catholiques ; un calvinisme porteur de l'idée d'une communauté de croyants luttant contre le mal dans sa marche vers le salut.

Par ailleurs, grâce à leur géographie, contrairement à tous les pays européens, les États-Unis ont pu échapper à la malédiction de la géopolitique avec ses peurs, ses ambitions et ses accidents. Ils ne sont pas le résultat de guerres gagnées ou perdues et n'ont jamais dû composer avec leurs voisins pour assurer leur sécurité. Le Canada n'a jamais été une menace malgré les tensions occasionnelles sur le tracé des frontières et le Mexique était trop

faible pour être autre chose qu'une proie à laquelle il fut facile d'arracher des millions de kilomètres carrés. Pour le reste, comme disait Bismarck, les poissons ont toujours défendu le pays à l'Est comme à l'Ouest.

Les États-Unis ont donc pu conserver leurs rêves messianiques parce qu'aucune réalité ne s'est mise en travers de leur route. Dès 1823, ils étaient assez puissants pour dicter leur loi en Amérique latine sous couvert de la défendre d'un retour des puissances coloniales et lorsqu'ils durent intervenir, tardivement et de mauvais gré, dans les deux guerres mondiales, ils étaient assurés de la victoire. Jamais, à part peut-être au cours de la guerre froide, les États-Unis ne se sont sentis menacés dans leur existence ; jamais ils n'ont dû composer avec un ennemi aux dépens de leurs intérêts essentiels ; jamais ils n'ont dû jouer le jeu glacial et dangereux des coalitions. Les seules alliances qu'ils ont nouées, ils les ont dirigées.

Hier comme aujourd'hui, les États-Unis se voient un rôle messianique soit pour défendre leur paradis du mal qui l'entoure, soit pour répandre la bonne nouvelle à un monde qui, s'il ne l'accepte pas, doit être mauvais.

Woodrow Wilson en fut, à partir de 1917, l'exemple jamais oublié, avec fierté aux États-Unis et consternation en Europe. Il ne cessa de le prêcher lors de la négociation du traité de Versailles, en 1918 et 1919. Débarrassé de la diplomatie secrète, dans cette transparence que l'homme doit à Dieu, le monde devait, selon lui, entamer une marche triomphale vers le bonheur dans le cadre d'une Société des nations où les rap-

L'accord syro-israélien, p. 240. – Le négociateur par excellence, p. 242. – La démission de Nixon, p. 246.

CHAPITRE XI. – La présidence de Gerald Ford
(1974-1977) 251

Un président enfin « normal », p. 252. – Attaqué sur sa droite, attaqué sur sa gauche, p. 253. – L'aube du néoconservatisme, p. 256. – Règlements de comptes, p. 259. – Premier échec : l'intervention turque à Chypre, p. 260. – La détente marque le pas, p. 261. – Un deuxième accord israélo-égyptien, p. 264. – La chute de Phnom Penh et de Saïgon, p. 266. – La conférence d'Helsinki, p. 267. – La décolonisation en Afrique, p. 268. – La défaite de Ford, p. 272.

CHAPITRE XII. – « Hors du pouvoir
mais pas sans pouvoir » 275

Le pouvoir médiatique, p. 277. – Le pouvoir des affaires, p. 279. – Le pouvoir de la plume, p. 281.

CHAPITRE XIII. – Kissinger face au pouvoir
ou le supplice de Tantale 289

Kissinger et Carter (1977-1981), p. 290. – Kissinger et Reagan (1981-1989), p. 291. – Kissinger et George H. Bush (1989-1993), p. 294. – Kissinger et Obama, la rencontre paradoxale de deux intellectuels réalistes, p. 296. – Kissinger et Trump, p. 299. – Kissinger et Biden, p. 300.

TABLE

CHAPITRE XIV. – Kissinger toujours	
dans l'actualité	303
Le désarmement nucléaire, p. 303. – L'intelligence artificielle, p. 305.	
Sans conclusion	309
Le penseur réaliste des relations internationales, p. 310. – Fils de la guerre froide, p. 312. – Le gérant de la superpuissance, p. 313. – Le recours à la force, p. 314. – Morale et relations internationales, p. 315. – Un talent pour saisir les opportunités, p. 317. – Kissinger aura-t-il un héritage ?, p. 319.	
Postface.....	323